

<p style="text-align: center;">Note bilan pour la 1^{ère} réunion du Comité de suivi du Colloque « Culture et création, facteurs de développement »</p>
--

Introduction

En avril 2009, la Commission européenne a organisé à Bruxelles le Colloque international « Culture et création, facteurs de développement », avec pour objectif de mettre en valeur le potentiel des secteurs d'activité culturelle comme facteur de développement durable pour les pays du Sud, et de renforcer leur prise en compte dans les stratégies nationales de développement et dans les programmes de coopération internationale. A l'issue de ce colloque, les professionnels du monde de la culture des pays ACP ont adopté la *Déclaration de Bruxelles*, qui présente leurs recommandations en vue d'atteindre ces objectifs.

Donnant suite à une des recommandations de la Déclaration de Bruxelles, la Commission européenne a décidé de constituer un "Comité de suivi" du colloque, composé de représentants des secteurs de la culture des pays ACP et de l'UE, ainsi que des principales institutions concernées. Sa première réunion a lieu à Gérone (Espagne) le 4 mai 2010, dans le cadre du Séminaire « Culture et développement » organisé conjointement par la Présidence espagnole de l'UE et la Commission européenne.

Les travaux du Comité de suivi, qui a un rôle consultatif, s'inscrivent dans une logique de renforcement de la dynamique de dialogue et d'échange entre la CE et la société civile représentant les secteurs de la culture, en vue de :

- sensibiliser les décideurs politiques et économiques des pays et des régions concernés sur le potentiel de développement des secteurs d'activité culturelle ;
- renforcer l'intégration de la culture et des secteurs d'activité culturelle dans les stratégies de coopération internationale ;
- contribuer à l'information et l'organisation des professionnels de la culture ;
- assurer une meilleure prise en compte des réalités de terrain dans l'élaboration de programmes de coopération dans le secteur, afin de maximiser leur impact en termes de développement.

La présente note présente un bilan synthétique des principales initiatives mises en œuvre ou programmées par la CE dans son action post-colloque afin de renforcer la reconnaissance du rôle de la culture à l'intérieur des processus de développement.

1. Programmes et actions de coopération culturelle UE / pays tiers

Le cadre réglementaire en vigueur et les instruments de coopération extérieure mis en place par la CE prévoient des possibilités d'intervention à différents niveaux : national, régional, tous ACP, thématique, transversal, programmes européens ouverts (comme c'est le cas, par exemple, des programmes « Culture » et « Media »).

a. Initiatives concernant les programmes au niveau national

A l'occasion du colloque d'avril 2009, plusieurs pays (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Mozambique, Niger, République Dominicaine, Togo et Zimbabwe) ont exprimé leur intérêt d'inclure, lors des revues à mi-parcours de leurs programmes respectifs, le secteur de la culture comme secteurs d'intervention du 10^{ème} FED. L'exercice de revue à mi-parcours a commencé à l'automne 2009 et, malgré quelques exemples positifs, comme celui du Burkina Faso et probablement la Papouasie-Nouvelle Guinée, la prise en compte de la culture comme secteur d'intervention dans les PIN à l'intérieur de cet exercice a été très difficile, en considération d'autres "priorités" parallèles toujours présentes et les répercussions de la crise internationale

que n'a pas laissé des fonds disponibles afin d'augmenter à mi-parcours l'enveloppe budgétaire de chaque pays.

Parmi les autres obstacles qui peuvent expliquer cette situation nous pouvons identifier les suivants :

- Manque de volonté politique des gouvernements concernés pour inclure la culture dans les stratégies nationales de développement / coopération internationale ; les déclarations dans ce sens effectuées par les ministres de la culture présents au colloque de Bruxelles se traduisent difficilement dans des actions concrètes, du fait du faible poids que souvent le Ministère de la culture représente par rapport aux autres départements de l'Etat (comme la santé, l'éducation, les infrastructures, les finances,...) ;
- Faiblesse des capacités institutionnelles des ministères de la culture pour justifier une allocation plus importante vis-à-vis du Ministère des Finances ou de la Commission (personnel pas toujours suffisamment formé et budgets opérationnels traditionnellement très limités) ;
- Manque de savoir-faire spécifique des délégations de l'UE, indispensable pour la conception et la mise en œuvre de programmes d'appui à la culture ;

De la même manière, les principes de la Déclaration de Paris et des stratégies de coopération CE, qui privilégient les grands projets et demandent de concentrer l'action dans un nombre limité d'actions prioritaires, ne sont pas très favorables au développement des programmes culturels, qui sont généralement d'une taille plutôt modeste.

Une stratégie tenant compte de ces éléments et des propositions afin de mieux prendre en compte les secteurs de la culture à l'intérieur d'autres programmes de coopération ont été faites dans le cadre du suivi du colloque. Une des idées proposées est celle d'intégrer les secteurs d'activité culturelle de façon plus systématique dans des programmes transversaux au niveau national/régional, par exemple, en faveur de la société civile, du développement du secteur privé, de développement local, de la formation ou de la gouvernance, qui peuvent incorporer certains secteurs de la culture dans leurs périmètres d'intervention. C'est le cas en effet déjà de la République Dominicaine et prochainement du Mozambique.

b. Programme thématique « Investing in People »

Ce programme transversal est adressé pratiquement à tous les pays en développement, y compris les 79 pays ACP et les pays du voisinage UE. Il couvre, entre autres, le domaine du développement social et humain qui comprend un volet d'appui spécifique pour les secteurs de la culture. Pour 2010, la thématique retenue est la **gouvernance de la culture**, et les actions identifiées après le colloque, à mettre en œuvre à partir de cette année, sont :

- a) Un appel à propositions destiné aux opérateurs non-étatiques, en vue de financer des projets contribuant à l'amélioration de la gouvernance de la culture dans les pays partenaires de l'UE. L'appel à propositions doit être publié à la fin du premier semestre 2010.
- b) Constitution d'un pool d'experts ayant pour objet de fournir une assistance technique aux gouvernements qui solliciteront leur intervention dans le cadre d'actions d'amélioration de la gouvernance culturelle. Ce projet conjoint UNESCO/ UE permettra donc d'appuyer aussi la mise en place de la Convention UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité culturelle.

Ces deux instruments, dont le contenu a été défini après le colloque d'avril 2009, devraient contribuer à répondre aux attentes manifestées par les opérateurs culturels dans la Déclaration de Bruxelles concernant l'environnement réglementaire et institutionnel dans lequel évoluent les secteurs de la culture. Pour en être bénéficiaires, la société civile du secteur et les Etats

concernés doivent élaborer et présenter des projets pouvant avoir un impact significatif dans ce domaine.

c. Programme de coopération Intra-ACP 10^{ème} FED pour la culture

Suite aux programmes de coopération culturelle Intra-ACP du 9^{ème} FED - ACP Films et ACP Cultures - le 10^{ème} FED prévoit la mise en place d'un nouveau programme intra-ACP doté de 30 M €. Ce programme est élaboré par la CE en collaboration avec le Secrétariat ACP. Une étude d'évaluation des programmes 9^{ème} FED et d'identification du programme 10^{ème} FED est en cours et proche d'être finalisée. Dans le cadre de l'assistance technique de la DG Développement pour le suivi du colloque, une première réunion d'experts a été organisée le 23 février 2010, afin d'identifier des orientations à prendre en compte dans l'élaboration du nouveau programme Intra-ACP. Les principales idées issues de cette réunion sont les suivantes :

- se concentrer sur des actions ayant une valeur ajoutée au niveau « tous ACP », notamment l'appui à la diffusion, circulation et mise sur marché de biens, services et œuvres culturels ACP dans les marchés internationaux ;
- élaborer un programme ouvert à l'ensemble des secteurs d'activité culturelle, privilégiant une approche interdisciplinaire ;
- assurer les synergies des actions menées au niveau « tous ACP » avec celles mises en œuvre aux niveaux national, régional et transversal ;
- mettre en place des modalités de gestion efficace, avec la capacité d'assurer la continuité du flux d'aides octroyées, ainsi que de capitaliser l'expérience et le savoir-faire en matière de développement des secteurs de la culture ACP.

Le Comité de suivi sera consulté sur le nouveau programme Intra-ACP, sur base des recommandations émises par l'atelier de validation sur l'évaluation des programmes ACP films et ACP Cultures 9^{ème} Fed qui a eu lieu à Bruxelles le 29 avril dernier.

d. Partenariat UE-Afrique

Dans le cadre du Partenariat UE-Afrique, une action prioritaire dédiée à la coopération culturelle a été incluse. Jusqu'à présent, le débat n'a pas été très concluant en se concentrant trop sur le thème de la lutte au trafic illicite des biens culturels et la question de la restitution, sans encore aboutir à des vraies actions concrètes. Cependant, les perspectives sont positives après une réunion des experts du partenariat à Addis Abeba les derniers 13/14 avril où les thèmes abordés ont trouvé un cadre plus précis de mise en œuvre et la nécessité d'ouvrir le débat à une dimension beaucoup plus large du partenariat UE-Afrique dans le secteur de la Culture ait été unanimement accepté. Pour le moment, un inventaire des actions de coopération - en cours, récemment achevé ou en voie d'être lancé - dans le domaine du commerce et de la circulation des biens culturels, a été lancé et ses résultats devront être présentés au Sommet Afrique-UE du 29 novembre prochain.

Il a été également prévu d'organiser, comme suggéré lors des conclusions du Colloque d'avril l'année dernière, une exposition itinérante d'art africain contemporain dans plusieurs capitales africaines, débutant à l'occasion du sommet Afrique-UE mentionné et censé célébrer aussi les 50^{ème} anniversaires d'un nombre important de pays africains.

e. Instruments de politique commerciale

Un des volets qui compose la stratégie de coopération culturelle UE/ACP concerne la dimension commerciale. Les échanges dans le domaine culturel peuvent être soutenus à travers les accords de partenariat économique (APE). Le seul APE avec une région ACP en vigueur à l'heure actuelle est celui qui couvre la région des Caraïbes. Cet accord comporte un protocole spécial sur les secteurs de la culture. Cependant, la mise en œuvre concrète d'actions dans ce domaine n'a pas encore beaucoup avancé et il reste à trouver des modalités concrètes de mise en œuvre et

des initiatives permettant de profiter de ce cadre réglementaire favorable pour renforcer les échanges de biens et services culturels. Un premier projet de soutien aux industries créatives (musique en particulier), considéré comme secteur d'exportation, vient de se préparer en Jamaïque.

2. Actions de communication et de sensibilisation

Dans la continuité du colloque de Bruxelles, la CE a mis en place une démarche d'information, d'échange et de communication pour promouvoir le rôle des secteurs d'activité culturelle dans les politiques de coopération UE/ACP auprès des décideurs UE et ACP.

Actions réalisées :

- Réalisation et diffusion large du matériel communicationnel du Colloque de Bruxelles : CD, DVD et brochure ;
- Renouvellement du site du colloque, qui intègre désormais les activités post-colloque www.culture-dev.eu.
- Organisation de l'événement « Culture in Action », organisé dans le cadre des Journées Européennes du Développement (octobre 2009), avec une conférence sur le thème de la culture comme facteur de développement, d'identité et de résolution des conflits.
- Constitution d'un réseau professionnel et d'un réseau institutionnel au sein de la DG DEV afin d'échanger les informations en temps presque réel et nourrir les échanges via le site web ou le forum;
- Ouverture d'une plateforme d'échange sur le thème culture et développement, pour les opérateurs et institutionnels concernés par ce thème (géré par Europeaid) : <http://capacity4dev.ec.europa.eu/culture-and-development-international-cooperation/forum>
- Réunion d'états membres de l'UE portant sur le thème de la culture et le développement (décembre 2009). Certains états membres ont montré un grand intérêt par le sujet et, en particulier, par la culture comme élément transversal du développement.
- Participation et intervention de représentants de la CE dans divers séminaires et symposiums internationaux sur le thème de la culture comme facteur de développement afin de sensibiliser, d'une manière proactive, les pays membres, instituts culturels et organisations privés, y compris:
 - Euro-African Campus of Cultural Cooperation, Maputo, juin 2009
 - European Culture Forum, Brussels, septembre 2009
 - UNESCO Symposium, Paris, octobre 2009
 - Dance Umbrella festival, London, octobre 2009
 - European Development Days, Stockholm, octobre 2009
 - WOMEX, Copenhagen, novembre 2009
 - UNESCO Conference on "Risks in Culture financing", avril 2010

L'organisation du séminaire international « Culture et Développement », organisé à Gérone, s'insère aussi dans cette dynamique et devrait être l'occasion d'affiner la stratégie d'actions pour mieux reconnaître le rôle de la Culture dans les politiques de développement.

3. Renforcement des capacités

Afin de renforcer les compétences internes et mieux sensibiliser les cadres de la CE sur le thème de la culture comme facteur de développement économique et social, un séminaire a été organisé en novembre 2009, adressé à des agents des délégations UE, afin de sensibiliser ceux-ci sur le rôle fondamental qu'ils ont dans l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de coopération au niveau national, sur le potentiel des secteurs d'activité culturelle et sur l'importance de la dimension culturelle dans les objectifs de la stratégie de coopération extérieure de la CE.

Un important nouveau module de séminaire de formation, également adressé aux délégations de l'UE, est en train d'être finalisé et lancé pendant le deuxième semestre 2010, sur le thème de l'intégration de la dimension culturelle comme élément transversal (« mainstreaming ») des programmes de coopération extérieure de la CE.

Il est également prévu d'initier une série de séminaires de sensibilisation au niveau des pays ACP, destinés à sensibiliser les décideurs locaux quant au potentiel de la culture en termes de développement humain. L'idée est que ces séminaires puissent être réalisés en s'appuyant sur les ressources locales et soient organisés en collaboration avec les délégations UE sur place. La participation des membres du Comité de suivi dans cette action est à prévoir. Une certaine allocation des fonds à cette fin a été mobilisée et il est prévu de démarrer le premier atelier de sensibilisation avant la fin de l'année.

4. Les actions à venir

Telles que le montrent les actions présentées plus haut, la dynamique en cours se décline dans différents types d'initiatives. Toutes concourent à enrichir et à renforcer la stratégie de coopération UE en faveur des secteurs culturels. L'intégration des résultats du dialogue de la CE avec la société civile des secteurs concernés, notamment les résultats des échanges dans le cadre du comité de suivi du colloque, devraient contribuer à identifier les meilleures modalités de mise en œuvre de cette stratégie et de mieux prendre en compte les réalités du terrain dans les actions en cours et à venir.

a. Finalisation du Programme de coopération intra-ACP 10^{ème} FED

La première réunion du Comité de suivi sera l'occasion de consulter les professionnels ACP/UE de la culture sur le futur programme de coopération « tous ACP » 2008-2013.

b. Séminaire de Gérone

Les travaux de Gérone s'inscrivent dans la continuité des actions de sensibilisation et d'intégration de la dimension culturelle dans la coopération internationale. Les résultats issus de ce séminaire – conclusions et recommandations de la réunion du Comité de suivi, conclusions du séminaire – devraient alimenter les prochaines étapes de la stratégie UE dans ce domaine :

- Présentation de propositions d'actions aux pays membres UE dans la réunion du 6 mai, à l'issue du séminaire.
- Réunion des ministres en charge de la coopération internationale des pays membres de l'UE, où il serait souhaitable d'introduire un point sur le thème de la coopération culturelle.
- Préparation de la prochaine communication de la CE sur la mise en œuvre de l'Agenda Européen pour la Culture, qui comportera un chapitre sur la dimension culturelle dans les relations extérieures de l'UE.

c. Débat international sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement

Le deuxième semestre 2010 devrait voir s'ouvrir un grand débat international portant sur les résultats et l'éventuelle révision des OMD. Les travaux actuels vont dans le sens de construire un argumentaire sur l'importance de la dimension culturelle dans toute activité de développement et d'ouvrir la voie à la prise en considération de la contribution des secteurs de la culture à la lutte contre la pauvreté et à la possible formulation du rôle de la culture dans le développement dans la prochaine phase des Objectifs du Millénaire renouvelés (après 2015).

d. Poursuite des efforts pour intégrer la culture dans la coopération CE

Les efforts de sensibilisation sur la relation entre culture et développement et le travail d'intégration de la culture dans les programmes nationaux et régionaux de coopération (PIN/PIR: en particulier en essayant de montrer des succès concrets de projets existants à l'intérieur des PIN et essayant de profiter aussi de la révision des PIN qui commencera en fin d'année), avec un accent particulier sur l'efficacité de l'aide et le souci d'identifier des modalités de mise en œuvre pouvant effectivement assurer un impact significatif des actions menées en termes de développement humain. La contribution du comité de suivi du colloque dans ce processus est un atout qui doit être mis à profit pour atteindre ces objectifs.

Concernant de futures actions importantes de la Commission en terme de Communication, sont envisagées: une première déjà pendant la présidence belge, qui tracera le bilan de la mise en œuvre de l'Agenda Européen de la Culture et où le troisième pilier "externe" aura une importance particulière en connexion avec les politiques de développement; et une deuxième communication possible, spécifiquement sur culture et développement, annoncée pour l'année prochaine et qui dépendra de l'intensité de la mise en œuvre du plan d'action en cours.